

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité Administrative – bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 08/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BERNARD DUMAS SAS**

Le bourg  
2 rue de la Papeterie  
24100 Creysse

Références : BB/UBD24-47/0070/2026  
Code AIOT : 0005200064

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement BERNARD DUMAS SAS implanté Usine de Creysse 24100 Creysse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BERNARD DUMAS SAS
- Usine de Creysse 24100 Creysse
- Code AIOT : 0005200064
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Bernard Dumas est une papeterie spécialisée dans la production industrielle de papiers techniques et spéciaux à base de microfibres de verre. Elle produit des papiers pour :

- les séparateurs de batterie : ces papiers sont placés entre les électrodes positive et négative des batteries pour jouer le rôle de séparateur ;
- les médias filtrants : ces papiers fins sont adaptés au plissage pour réaliser une filtration d'air à haute performance, cette activité a été abandonnée au 1er janvier 2026.

Les marchés pour les séparateurs de batterie sont l'automobile notamment pour les technologies Start&Stop, le domaine militaire, la télécommunication et l'informatique.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La résine fluoré AG E061: Fluoropolymer (fluorinated méthacrylate polymer (SCFP)). Cette molécule n'est plus présente dans les rejets, suite a l'arrêt de la production des filtres à haute performance en début d'année.

Pour la graisse (polytétrafluoroéthylène (PTFE) et Perfluoropolyalkyl Ether (PFPAE)) ainsi que le lubrifiant (polytétrafluoroéthylène (PTFE)), des produits de substitution sont en cours de test.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Listes des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	Sans objet
3	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant poursuit ses mesures de suppression des PFAS et, cherche encore aujourd'hui des solutions alternatives.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Listes des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites,

<p>traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant avait établi une liste des différents produits présent dans l'établissement. Ce recensement en 2025 avait permis d'identifier les produits suivants ainsi que les PFAS qu'ils contenaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• résine fluoré AG E061: Fluoropolymer (fluorinated méthacrylate polymer (SCFP)). Cette molécule est présente dans les produits de filtration.</li> <li>• graisse: polytétrafluoroéthylène (PTFE) et Perfluoropolyalkyl Ether (PFPAE)</li> <li>• lubrifiant: polytétrafluoroéthylène (PTFE). La graisse et le lubrifiant sont utilisés dans le cadre de l'entretien des machines.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan d'action a été défini par l'exploitant.</p> <p>Celui-ci a décidé d'arrêter la production des médias filtrants (papiers fins adaptés au plissage pour réaliser une filtration d'air à haute performance) au 1er janvier 2026 et, a donc supprimé la présence de résine fluoré contenue dans les produits de filtration.</p> <p>Concernant la graisse et le lubrifiant destinés à la maintenance des machines contenant des PFAS, l'exploitant teste actuellement des substituts qui ne contiennent pas de PFAS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournit, au service de l'inspection, les fiches de données de sécurité concernant la graisse et le lubrifiant.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Mesures de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"><li>• respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li><li>• gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées.</li></ul>
<b>Constats :</b>  A ce jour, il est toujours difficile de trouver un laboratoire pouvant quantifier les PFAS présents dans l'établissement (SCFP, PTFE et PFPPE). En attendant, l'exploitant a signé, en juillet 2025, une convention avec le laboratoire départemental LDAR pour la réalisation de mesure d'indice AOF au droit du point de rejet des eaux de process avec une fréquence d'analyse d'une fois par mois. Les résultats de ces mesures sont à saisir dans l'outil de télédéclaration GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite